



SNES 77

Le 9/09/2013

**Communiqué de presse : Visite de M. Peillon à la Ferté sous Jouarre
Le ministre Peillon devrait se pencher sur la réalité de la rentrée 2013 en Seine et Marne et plus
précisément à La Ferté Sous Jouarre**

Le ministre va désorganiser pendant 1/2 journée la vie d'un lycée (Lycée S Beckett à la Ferté sous Jouarre) dont il ne prévoit pas de rencontrer les personnels en dehors du cadre établi par ses services de communication: discours devant un public d'élèves et d'enseignants, point presse en présence de personnels choisis par la direction du lycée... mais aucune rencontre informelle, hors caméras, avec les personnels enseignants et non enseignants.

Il ignore peut-être que le lycée qu'il a choisi comme décor pour son opération de communication (présentation de la Charte de la laïcité) n'a, à l'heure actuelle, ni infirmière, ni assistante sociale; qu'il n'y a pas de Conseiller d'Orientation Psychologue à plein temps; qu'il y manque 1/2 poste en Sciences physiques; et que le nombre d'Assistants d'Education y est passé de 7 à 3,5 en 4 ans.

Sans oublier que comme partout ailleurs, c'est un lycée dans lequel les personnels auraient beaucoup de choses à lui dire, sur les difficultés engendrées par les réformes en cours : application sans changement de la réforme Chatel du lycée général et technologique, transformation des épreuves de langues vivantes au baccalauréat en contrôle continu, suppression des dédoublements, modification très tardive des programmes d'Histoire-géographie après la rentrée ...

Il choisit de venir la veille d'une grève nationale dans la fonction publique, alors que le gouvernement dont il fait partie mène une politique qui s'inscrit dans la continuité de celle de ses prédécesseurs, les professeurs du lycée qui ont commencé leur métier à 26 ans en moyenne, lui auraient fait part de leur refus de travailler pendant 43 ans pour obtenir une pension à taux plein et de leurs difficultés à vivre en région parisienne avec un salaire de 1600 euros par mois.

Cette opération de communication du lundi 9 septembre, est à l'origine de l'annulation du CDEN (conseil départemental de l'éducation nationale) de rentrée où les élus de FSU voulaient, face au préfet, aux élus, à la DASEN 77 exprimer leur analyse de la rentrée 2013 en Seine et Marne : ils ne pourront pas le faire !

Rappel de notre communiqué de rentrée

**Une première rentrée scolaire 100 % PEILLON ...
sans améliorations**

Alors que les enseignants espéraient voir se profiler une véritable amélioration des conditions d'enseignement, la première année de la Refondation de l'Ecole, s'inscrit malheureusement dans la continuité des rentrées précédentes, sans apporter de réponses satisfaisantes à l'augmentation démographique et à la dégradation des conditions d'apprentissage de nos élèves!

Des effectifs de plus en plus pléthoriques

En effet, les effectifs des écoles primaires ne vont pas baisser. Cette année encore il y aura des classes **maternelles à 30 élèves** et plus, tandis que les **classes élémentaires à 28-29-30** ne seront pas rares. Bien plus que la remise en cause des rythmes scolaires, c'est cette **questions** des effectifs par classe qui inquiète les enseignants !

Sur les 135 postes dont a bénéficié notre département, 83 ne sont là que pour compenser l'augmentation du nombre d'élèves, le plus de maître que de classe est limité avec seulement 6 créations de postes, les postes devant permettre une meilleure scolarisation des moins de 3 ans ne sont pas visibles. Les améliorations promises par le ministre n'auront qu'un **impact infinitésimal** cette année, tandis que le manque d'enseignants spécialisés continuera de peser lourdement sur les élèves en difficulté ou en situation de handicap ! Pour ces derniers, la titularisation prévue d'un certain nombre d'AVS, marque sans doute une prise en compte du besoin de stabilité des personnels, mais c'est une première avancée très loin d'être suffisante!

Dans le second degré, la tendance des services académiques à sous-estimer les orientations des élèves de troisième vers la seconde générale, a conduit à un sous calibrage dangereux du nombre de classes de secondes dans les lycées publics. Bilan de cette gestion : de très nombreux lycées avec **35/36 élèves par classe**, malgré l'ouverture, sans moyens supplémentaires, d'au moins 8 classes de seconde dans les lycées de Seine et Marne.

Et ce n'est qu'un début, les baby-boomers de 2000 n'ayant pas encore quitté les collèges dans lesquels ils sont eux aussi à l'étroit. Ainsi, si en 2010, dans 12 collèges, les effectifs moyens par classe dépassaient les 26.5 élèves par division (ce qui implique des classes à 29, 30 élèves), à cette rentrée, c'est **38 collèges sur 126** qui seront concernés. L'année 2013-14 s'annonce pire que les précédentes, les moyens alloués à notre département ne couvrant même pas les besoins générés par l'augmentation rapide des effectifs. Du coup, comme dans le primaire, la prise en compte de la difficulté scolaire en classe est très difficile, alors que c'est le seul lieu où celle-ci peut être efficacement combattue.

Concernant les **moyens en vie scolaire** : 24 collèges de Seine et Marne de plus de 600 élèves n'ont qu'un seul CPE (Conseiller Principal d'Éducation). Dans ces conditions, comment faire de la prévention ? Comment traiter les problèmes de fond quand de surcroît le nombre des ASSED (chargé de la surveillance) ne suit pas la démographie scolaire (depuis 2010 +16 ASSED pour 4141 collégiens de plus) !

Plus globalement, c'est la question de l'encadrement des élèves qui se pose... tant en terme d'enseignants, que de surveillants, mais aussi de personnels administratifs !

De fait, cette rentrée PEILLON dans le 2nd degré s'inscrit dans les traces de la réforme CHATEL qui continue de s'appliquer et que nous continuons de condamner !

- Livret de compétence en collège
- Réforme de la voie générale et technologique au lycée
- Bac en danger avec le développement du contrôle local
- Bac pro en 3 ans

Ces constats ne sont pas sans effet sur la crise des vocations dont il est souvent question dans la presse, une crise qui va avoir des répercussions dans notre département. Il est à craindre que la **mise en place des Ecoles Supérieures du Professorat et de l'Education** ne soit pas en mesure de rassurer les futurs enseignants. Alors que le Ministre PEILLON avait annoncé que les stagiaires 2012-2013 seraient « *les derniers sacrifiés* » de la réforme de la formation engagée sous la précédente législature, la situation perdure. **Que ce soit dans le premier degré ou le second, les conditions d'entrée dans le métier, en plus d'être floues, seront pour le moins difficiles et accompagnées d'une formation insuffisante.**

Loin d'être euphorique, la rentrée 2013, la première de Vincent PEILLON, s'annonce en Seine-et-Marne, comme la continuation de ce que nous avons vécu les années précédentes. C'est très loin des attentes des personnels ! En 2013 comme en 2012, notre département a besoin d'un collectif budgétaire et de postes ! C'est ce que nous réclamerons une nouvelle fois lors du CDEN du 9 septembre !